

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

# Journal de Palestine

## Analyses

N° 484 du 19.09

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire

#### 1 Analyse

Paul-Éric Blanrue : Sarkozy, Israël et les juifs.

#### 2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Gaza l'assiégée par les grands de ce monde, Gaza la résistante, avait mis sa plus belle robe verte...

2-2 Israël veut ramener les "juifs perdus" dans le droit chemin...

2-3 "Le gouvernement demande qu'on l'informe sur les juifs qui ne sont pas assez juifs".

2-4 Lettre d'un historien Italien à son Président.

2-5 Amira Hass : Comment Israël décide-t-il à qui délivrer des visas pour Ramallah ?

2-6 Bruxelles offre un tapis de fleurs à Tel Aviv.

#### 3 Annexe

3-1 Pat WALSH : Pour que l'arbre ne cache pas la forêt : L'Irlande et la Dernière Croisade britannique pour reconquérir la Palestine.

3-2 Hesham Tillawi : L'occupation israélienne de l'Amérique.

---

## 1 Analyse

Paul-Éric Blanrue : Sarkozy, Israël et les juifs.

liberté d'expression....

Article d'Alain Gresh : commentaires de Paul-Éric Blanrue

**Voici, mes commentaires (en rouge) à l'article d'Alain Gresh. J'en profite pour le remercier d'avoir brisé l'omerta dont mon livre est victime.** (Paul-Éric Blanrue)

### **Sarkozy, Israël et les Juifs**

Le livre que publient les éditions belges « Oser Dire », sous la signature de Paul-Eric Blanrue, *Sarkozy, Israël et les Juifs*, est intéressant à plus d'un titre. Il pose en effet à la fois le problème de la liberté d'expression, du rôle des communautés ou des lobbies en France, de la politique étrangère de Paris, etc.

Premièrement, la liberté d'expression. Ce livre, sorti en Belgique, n'a pas trouvé d'éditeur en France, et les principaux distributeurs ont refusé de le distribuer. Or, quoi qu'on pense de l'ouvrage, il n'a rien d'antisémite. Ce

refus est d'autant plus stupide qu'il accrédirait l'idée que l'on ne peut critiquer Israël en France, ce qui est évidemment faux. De nombreux ouvrages très durs sur la politique israélienne, notamment sur l'expulsion des Palestiniens, ont été publiés en France par de grandes maisons d'édition ou de moins grandes, du livre d'Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique en Palestine* (Fayard) à celui de Dominique Vidal, *Comment Israël expulsa les Palestiniens* (1947-1949) (L'Atelier). La question du rôle des lobbies est plus « sensible » ; j'y reviendrai. Il existe chez des éditeurs, chez des journalistes, une peur de certains sujets, une crainte dès que l'on aborde Israël et encore plus le « rôle des juifs ». On peut se demander si le livre de l'universitaire Israel Shahak, *Le racisme de l'Etat d'Israël*, publié en 1973 par les éditions Guy Authier, trouverait encore un éditeur. D'autant que l'ignorance et l'inculture, la mauvaise foi et le parti pris, se mêlent pour confondre antisémitisme et antisionisme. On occulte toute l'histoire complexe des rapports entre sionisme, judaïsme et antisémitisme et le rejet, pendant de longues décennies, par une majorité des juifs allemands ou britanniques, français ou des pays arabes, du projet sioniste (« Judaïsme, sionisme et fantasmes »). Et on identifie toute critique d'Israël à de l'antisémitisme plus ou moins voilé.

Les procès faits à Daniel Mermet ou à Edgar Morin, les campagnes médiatiques menées contre le dessinateur Siné, ont créé une atmosphère malsaine, une forme d'interdit (ce qui ne veut pas dire que ceux qui combattent cet interdit aient forcément raison : le cas de Diéudonné est exemplaire de ce point de vue...).

Mais les médias ne sont pas unanimes et on ne peut les analyser abstraitement. Durant la guerre de juin 1967, la presse française fut, massivement, favorable à Israël (en opposition à la position prise par le général de Gaulle). Sans revenir sur toutes les phases, on peut dire que les médias ont connu une évolution importante dans les décennies suivantes : ainsi, durant la première Intifada (1986-1993) (et même au début de la seconde), le point de vue des Palestiniens était largement repris et même entendu. Depuis quelques années, on assiste à un glissement en faveur d'Israël, moins à mon sens à cause du rôle supposé d'un lobby, mais parce que la position du gouvernement a évolué et que de nombreux journalistes (et intellectuels) lisent ce conflit à travers le prisme de « la guerre contre le terrorisme » et de la diabolisation de l'islam.

La thèse de Blanrue est exprimée dès les premières pages : « Israël est devenu hors de portée du débat démocratique. » Et il s'interroge : « La France est-elle devenue un pays sioniste ? »

Mais il n'explique pas bien ce que signifie le terme étrange de « pays sioniste » :

- est-ce l'acceptation de la légitimité de l'Etat d'Israël ? Mais, à ma connaissance, aucun gouvernement français depuis 1948, pas même celui du général de Gaulle, ne l'a remise en cause, pas plus qu'aucun grand parti (à l'exception, à certains moments, du Parti communiste) n'a contesté le sionisme comme mouvement de retour à la Terre promise. Qu'est-ce qui est donc nouveau aujourd'hui ?

- est-ce le refus de la critique de la politique de ce gouvernement israélien (ou des gouvernements successifs) ?

Le propos de l'auteur n'est pas très clair....

**Commentaire Blanrue** : Après avoir évoqué les débats tournant autour d'une question de vocabulaire (pp. 46-47 de ma deuxième édition, à savoir : peut-on encore parler de sionisme ou doit-on se contenter d'évoquer le post-sionisme comme le voudraient certains intellectuels ?, etc.), je donne (page 48) la meilleure définition, à mes yeux, du sionisme tel que je le perçois dans la société contemporaine : « Le sionisme d'aujourd'hui réside dans le fait de lier intimement son identité au destin de l'État juif. » J'ajoute (page 49) : « Ce lien particulier à Israël comme État juif, intrinsèque au sionisme, peut ou non se traduire par une action politique ou associative. En tout cas, il n'est pas rare qu'il donne lieu à un engagement public.

Dans la situation actuelle, le sionisme a même tendance à chercher à s'exprimer par tous les moyens. » Ainsi, lorsque je déplore que la France de Sarkozy soit en train de devenir un « pays sioniste », j'affirme qu'en liant notre destin à celui de l'État juif, Sarkozy nous soumet à des intérêts qui sont différents de ceux de la France ; en outre, j'estime qu'il tend à sacrifier la morale, la justice, le droit international et l'équilibre du monde à la « défense inconditionnelle de la sécurité » d'une chimère en déclin. Dans ma « note au lecteur », en guise de préambule, je déclarais : « Prônait désormais une défense inconditionnelle d'Israël (avec des réserves de circonstances), [Sarkozy] met en œuvre une politique qui est l'image inversée de celle du fondateur de la Ve République. » Il me semble que j'exprimais là le fond de ma pensée d'une façon qui ne saurait être plus claire. En se rangeant derrière Israël (et les États-Unis), la France sarkozienne a abandonné sa diplomatie équilibrée ; notre indépendance nationale est en péril ; la nouvelle doctrine de l'État est celle du « choc des civilisations », avec cette variante, non évoquée par Huntington, qu'on y considère désormais, à l'instar de Theodor Herzl, qu'Israël est un « avant-poste de la civilisation contre la barbarie ».

Blanrue, à juste titre, se refuse à utiliser le terme de « lobby juif » et lui préfère celui de « réseaux pro-israéliens », comme il l'explique longuement dans le premier chapitre. La communauté juive (même si cette terminologie elle-même est contestable) est divisée, partagée, malgré les tentatives de certains (notamment le Conseil représentatif des organisations juives de France, CRIF) de l'organiser en machine de soutien à l'Etat d'Israël. L'auteur affirme que le terme de « réseaux pro-israéliens » « [lui] paraît mieux refléter la réalité dans toute sa complexité, telle [qu'il va] la décrire ».

On trouvera dans ce livre des éléments intéressants sur l'appui de Nicolas Sarkozy au « communautarisme » (qu'il soit juif ou musulman d'ailleurs), sur sa sympathie à l'égard d'Israël, sa tendance à identifier tous les juifs et Israël : « Dois-je rappeler, écrivait le futur président de la République en 2004, l'attachement viscéral de tout juif de France à Israël, comme seconde mère patrie ? ». Et aussi, des confirmations sur les liens entre Sarkozy et les

Etats-Unis. De ce point de vue, la nomination hier de la conseillère municipale de Paris Valérie Hoffenberg comme représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient est révélatrice : cette femme est directrice pour la France de l'American Jewish Committee (AJC), une des organisations juives américaines connues pour leur soutien inconditionnel à Israël. L'AJC joue un rôle actif pour transformer le CRIF en lobby sur le modèle américain.

**Commentaire Blanrue :** Une preuve de plus, soit dit en passant, que la France est en train de devenir un « pays sioniste ».

En revanche, l'auteur se trompe quand il attribue à Sarkozy le tournant de la politique étrangère française, notamment au Proche-Orient. Ainsi, la politique d'hostilité à l'égard de l'Iran et à son programme nucléaire fut inaugurée par Jacques Chirac et n'a connu aucun infléchissement avec l'arrivée à la présidence de Sarkozy. De même, le tournant en faveur d'Israël a été perceptible dès 2005, avec la visite d'Ariel Sharon à Paris. Certes, Sarkozy a renforcé ce soutien, mais pas de manière spectaculaire (lire « La voix brouillée de la France », *Le Monde diplomatique*, juin 2006).

**Commentaire Blanrue :**

1° Vis-à-vis d'Israël : le formidable virage pris par Sarkozy est à ce point évident qu'il a été salué comme tel à la fois par les plus éminents représentants du lobby pro-israélien et par Israël : en outre, il est sans équivoque revendiqué par le principal protagoniste de cette affaire ainsi que par ses affidés.

En août 2004, l'hebdomadaire juif américain *Forward* publiait un article mesurant l'influence croissante du lobby sioniste sur le territoire français ; parmi les noms cités figurait en bonne place celui de Nicolas Sarkozy.

En décembre de la même année, en visite en Israël, Sarkozy, ayant le président Chirac dans le viseur, déclarait à ses hôtes : « Je sais que vous avez eu le sentiment qu'en France on restait trop insensible à votre souffrance et qu'à tout le moins vous n'aviez pas ressenti notre compassion ». *Libération* du 4 décembre 2006 commentait ainsi sa sortie : « Le message de Nicolas Sarkozy était simple : s'il est élu à l'Élysée, ce sera la fin du dogme gaulliste de 'la politique arabe de la France' ».

En 2006, à Washington, dans un autre discours public, Sarkozy s'en prenait de nouveau la politique étrangère de Jacques Chirac. Dans mon livre, citant un article... d'Alain Gresh (« Nicolas Sarkozy, Al-Qaida, Israël et le Proche-Orient », 25 mars 2007), j'ai rapporté la phrase d'Israel Singer, du Congrès juif mondial, qui soulignait que « les déclarations de Nicolas Sarkozy sur l'antisémitisme, la lutte contre l'islamisme et les positions en faveur d'Israël qu'il a rappelées au président George W. Bush, le terrorisme palestinien et du Hezbollah, ou sur l'Iran, sont telles qu'elles pourraient avoir été faites par un leader d'une d'organisation juive ». Ces paroles et ces jugements semblent, à tout le moins, corroborer ma thèse.

Une fois arrivé aux commandes, Sarkozy fut salué par Olmert en ces termes : « L'arrivée au pouvoir " d'un ami évident " est considérée comme " un bienfait " en Israël ». Pour ma part, j'ajoute que, dans ces milieux, le prédécesseur de Sarkozy avait été appelé avec mépris « Chirac l'Arabe ».

Puis, Sarkozy ne fit que confirmer les espoirs que les pro-israéliens avaient placés en sa personne. Dans mon livre, je montre que la composition du gouvernement français ne s'explique réellement que si l'on saisit que, pour entrer dans ce gouvernement, il importe de partager les vues intimes du président sur Israël ; la condition est assurément nécessaire mais non suffisante, comme en témoigne le cas de Rachida Dati. Si Bernard Kouchner a été débauché du Parti socialiste, c'est, en outre, parce qu'il a été jugé plus « israélo-compatible » qu'Hubert Védrine ([http://www.dailymotion.com/video/x1za0t\\_sarko-israel-kouchner-vs-vedrine\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x1za0t_sarko-israel-kouchner-vs-vedrine_news)) ; quant aux autres cas qui seraient à signaler dans la composition du gouvernement ou du Parlement, on en trouvera la liste exhaustive dans mon ouvrage.

La mise en chantier de l'Union méditerranéenne témoigne également de la volonté de Sarkozy de faire entrer Israël, considéré par lui comme un pays démocratique « comme les autres », dans l'Union européenne ; il s'agit là d'un processus dont les Français ne sont pas tenus informés.

Sarkozy est bel et bien reconnu, en particulier par ses alliés pro-israéliens, comme le président de la « rupture ». En novembre 2007, le nouveau président, à peine élu, s'est ainsi rendu aux États-Unis, en compagnie du président du CRIF, Richard Prasquier et de son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner pour recevoir de l'American Jewish Committee (AJC) le *Light Unto the Nations Award* (Lumière Parmi les Nations), récompense prestigieuse réservée aux partenaires les plus méritants. Le trophée portait l'inscription suivante : « En admiration de votre inlassable promotion des valeurs démocratiques, des droits de l'homme, et de la paix, et en reconnaissance de votre amitié dévouée avec les États-Unis, Israël et le peuple juif ». À cette occasion, Richard J. Sideman, président national de l'AJC, a salué l'« incomparable vigueur et les principes rares » du président Sarkozy, non sans évoquer les défis communs et les menaces qui pèsent sur les « démocraties-soeurs » que sont les États-Unis, la France et Israël. La preuve était là, éclatante : la France, sous la conduite de son nouveau président, s'était engagée dans une toute nouvelle voie.

Faut-il ajouter encore qu'en 2008, pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, un président de la République acceptait d'être le président d'honneur du dîner annuel du CRIF ?

Avec ses propres mots, qui reflétaient sa qualité de représentante du lobby pro-israélien en France, la susnommée Valérie Hoffenberg nous confie très tranquillement la radicalité des changements intervenus sous la présidence Sarkozy : « Sarkozy s'est aperçu que la politique déséquilibrée pro-arabe de ses prédécesseurs et du Quai d'Orsay avait fait perdre toute influence de la France dans cette région ». (<http://ajc.france.over-blog.com/article-24890251.html>). C'est exactement là ce qu'on pense en Israël.

En janvier 2009, l'envoi de la frégate *Germinal* au large de Gaza, en coopération avec l'Égypte et Israël, pour briser la résistance palestinienne (qui, pendant ce temps, se faisait massacrer au phosphore, ainsi que des

centaines d'enfants innocents), a illustré par l'horreur la rupture qui s'était ainsi produite au sein de la diplomatie française depuis 2007. Il est utile, à cet effet, de rappeler qu'en 2003 Ariel Sharon avait refusé de rencontrer Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, parce que celui-ci avait émis le désir de rencontrer Yasser Arafat à Ramallah. On mesure le chemin parcouru depuis lors.

2° Vis-à-vis de l'Iran : lorsque Bernard Kouchner, en septembre 2007, déclare qu'il faut se préparer « au pire » contre l'Iran, et que « le pire c'est la guerre », il nous fournit la preuve aveuglante qu'un dangereux virage vient d'être pris - un virage inspiré des principes de Sarkozy, qui, lors de son voyage aux États-Unis en septembre 2006, avait déclaré que, vis-à-vis de l'Iran, « toutes les options sont ouvertes ». A contrario, Dominique de Villepin, qui, comme je le rapporte, n'avait pas été spécialement tendre avec l'Iran dans son discours au dîner du CRIF (page 141 de ma seconde édition), a déclaré au sujet de la phrase lourde de conséquences de Kouchner : « Il ne s'agit pas aujourd'hui de préparer la guerre. Il faut au contraire se battre pour la paix. La guerre, ce n'est pas une option parmi d'autres, c'est un ultime recours et nous avons vu en Irak à quel point cela s'accompagne d'injustices, de souffrances et de grands malheurs. » Entre les deux hommes (et les deux politiques), il y a donc une réelle différence d'appréciation. L'un puise son inspiration dans des principes gaulliens, l'autre dans l'idéologie sioniste, qui tend à défendre Israël avant (ou en-dehors de) toute autre considération. L'ouverture en mai 2009, par Sarkozy, de la base interarmes à Abou-Dhabi, dans les Émirats arabes unis, n'est pas non plus le fruit du hasard. Il s'agit la première base militaire française dans le Golfe. « La France montre ainsi qu'elle est prête à prendre toutes ses responsabilités pour garantir la stabilité dans cette région essentielle pour l'équilibre du monde », a déclaré le président. Il se trouve aussi que, géographiquement, les Émirats arabes unis font face à l'Iran.

Dois-je enfin rappeler la façon dont s'est comporté Nicolas Sarkozy lors de l'élection du président iranien ?

Si on ne peut échapper à un certain malaise en lisant ce livre, c'est qu'il semble parfois superficiel, multipliant les références tirées d'Internet (ce qui ne constitue pas plus une preuve qu'un simple article de journal) et qui ne sont pas toutes, loin s'en faut, pertinentes. Même s'il prend ses distances avec le bobard selon lequel Sarkozy aurait été recruté par le Mossad, faut-il consacrer deux pages au sujet ? Ou évoquer le dégraissage qui serait survenu dans les réseaux de renseignement français (les agents ciblés seraient les socialistes, les pro-arabes et ceux qui auraient découvert les relations de Sarkozy avec les néoconservateurs américains et certaines organisations sionistes !) à la suite de l'élection de Sarkozy, en s'appuyant sur une seule source ?

**Commentaire Blanrue :** Mon livre comporte environ 600 notes de bas de page pour 207 pages de texte. J'en ai conscience : par les temps qui courent, il s'agit là d'une rareté éditoriale ; l'appareil critique n'est plus en vogue car il passe pour ralentir la lecture. La tendance actuelle veut donc que l'auteur ne fournisse qu'un strict minimum de notes ; de leur empyrée, les éditeurs décident de ce que sera cette portion congrue, qu'ils définiront par rapport à la capacité intellectuelle qu'ils attribuent à leur lectorat ; on voit par là l'idée qu'ils ont d'un public qui les fait vivre. Peut-être voudra-t-on bien à ce compte me savoir gré à la fois de mon effort de pédagogie et de l'opinion que j'ai de mes lecteurs. Et puis, sait-on jamais, c'est peut-être au grand nombre et à l'exactitude de mes références que je dois d'être apparemment si peu attaqué. Serait-ce à cause d'elles que, jusqu'à présent, la grande presse n'a pipé mot ? Il faut dire qu'à chaque étape de mon développement, j'ai étayé de preuves toutes mes affirmations, toutes mes conclusions. Certes, il ne m'échappe pas que certaines organisations auraient préféré me voir publier une œuvre de caractère pamphlétaire, faiblement documentée, peu convaincante et par conséquent aisément blâmable, mais on comprendra que je n'ai pas voulu leur faciliter la tâche.

Quant à la qualité de mes notes, c'est à dessein que j'ai tenu à ce que la plupart d'entre elles renvoient à des articles provenant de la grande presse nationale et internationale, y compris, bien entendu la presse pro-israélienne. J'ai évité les sites internet marginaux ou inconnus du grand public. Si certains des journaux que je cite possèdent un site internet ouvert au public, c'est évidemment vers ce lien virtuel que j'ai préféré renvoyer le lecteur afin qu'il puisse ainsi vérifier par lui-même l'information que je lui fournissais ; mais, dans ce cas, il ne s'agit pas de ce qu'on peut appeler une « référence internet » : c'est une référence journalistique reproduite sur le net ; la nuance me paraît de taille. Maintes fois, également, je renvoie à des discours ou à des articles archivés sur des sites que tiennent des organisations sionistes ; l'accès en est facile et nul ne m'en récusera le contenu. Je renvoie enfin à des vidéos postées sur youtube et dailymotion, ce qui permet au lecteur de visualiser certains discours, peu connus, prononcés par nos dirigeants. Je m'étonne que le directeur-adjoint du *Monde diplomatique*, qui tient lui-même un blog, s'en offusque et en vienne à écrire que mes références « semblent parfois superficielles ». Gresh, en particulier, regrette que je ne fournisse qu'une seule référence en ce qui concerne les changements intervenus dans le monde du Renseignement depuis l'élection de Sarkozy. C'est pourtant le seul cas où il devrait le tolérer, car il se trouve que cet univers est peu porté à la publicité. Je m'étonne de son étonnement : en bon journaliste qu'il est, Gresh devrait savoir qu'il y a des sources que l'on ne cite pas, et encore moins dans ce domaine ; ainsi le veut l'un des principes du métier. Mon enquête, en tout cas, n'a fait que confirmer la référence que je mets sur la table : nous vivons une épuration de l'ombre. Je suis rejoint sur ce point par Aymeric Chauprade, professeur de géopolitique au Collège interarmées de Défense (on connaît le sort qui lui a été réservé par son ministre de tutelle, Hervé Morin), qui a dernièrement déclaré, lui aussi, que « la France est en train de vivre une épuration douce et sourde de tous ceux dont la pensée va à l'encontre des intérêts d'Israël et des États-Unis. Cela peut paraître difficile à croire, mais c'est pourtant la vérité. Qu'il s'agisse de gens de gauche ou de la droite conservatrice, tous ceux qui « tombent » ont un point commun : leurs analyses ne vont pas dans le sens des intérêts américains et israéliens. » (<http://www.silviacattori.net/article883.html>) J'espère que, dans l'estimation de mon livre, Gresh prendra cette déclaration de Chauprade en considération.

Le livre fourmille toutefois de citations et de déclarations intéressantes et est accablant pour la politique menée

par le CRIF et son actuel président, Richard Prasquier, qui, après avoir identifié « la communauté juive » et toutes les actions du gouvernement israélien s'étonne que, dans l'esprit de certains, se créent des amalgames « juifs = Israël ».

Quand Richard Prasquier affirme que 95% des juifs français sont derrière l'armée israélienne dans son offensive contre Gaza, il importe le conflit en France et le réduit à un conflit communautaire. Jean-François Kahn peut, à juste titre, dénoncer cette affirmation comme antisémite.

J'ai pu constater les mêmes dérives en Afrique du Sud :

« Quant à la direction des organisations juives (sud-africaines), elle a, dans un communiqué, proclamé son "ferme soutien à la décision du gouvernement israélien de lancer une opération militaire contre le Hamas à Gaza". Elle s'indignera, quelques jours plus tard, que son propre amalgame entre juifs et Israël ait provoqué des appels antisémites sur Internet pour le boycott des magasins juifs – appels fermement condamné par le gouvernement, l'ANC, des intellectuels musulmans et les organisations de soutien au peuple palestinien. » (« Regards sud-africains sur la Palestine », *Le Monde diplomatique*, août 2009, en kiosques.)

Cette ambiguïté entre juifs, sionistes, Israël, est ainsi entretenue à la fois par les vrais antisémites et par les partisans inconditionnels d'Israël. L'auteur cite ici Jean Bricmont : « Il ne faut pas oublier que la politique israélienne se fait au nom d'un Etat qui se dit juif, et qu'elle est fortement soutenue par des organisations qui disent représenter les juifs (à tort ou à raison). Comment espérer éviter, dans ce climat, que beaucoup de gens ne deviennent antijuifs ? C'est en demander un peu trop à la psychologie humaine. » Mais ce n'est pas trop en demander aux intellectuels et aux responsables politiques : parce que l'antisémitisme, comme toute forme de racisme, est inacceptable ; parce que les dérapages antisémites sont les meilleurs alliés du gouvernement israélien qui cherche à créer un signe d'égalité entre critique de la politique israélienne, refus du sionisme et antisémitisme.

Dans le débat sur le rôle du lobby pro-israélien aux Etats-Unis, Blanrue fait un faux procès à Noam Chomsky, l'accusant d'être intimidé quand il s'agit de critiquer Israël. Non seulement il semble ignorer la production de Chomsky sur la question, mais il ne comprend pas le sens du débat qui divise la gauche radicale américaine. L'argument de Chomsky, et d'autres intellectuels radicaux comme Joseph Massad, est que la politique américaine répond, avant tout, aux intérêts des Etats-Unis (ou plutôt de sa classe dirigeante) et qu'il serait absurde de croire que le lobby serait capable d'imposer une stratégie contraire à ces intérêts (lire « Débat sur le rôle du lobby juif aux Etats-Unis »).

**Commentaire Blanrue :** Je suis d'assez près la production politique de Chomsky. Je maintiens que sa réaction au livre de Mearsheimer et Walt sur le lobby pro-israélien aux États-Unis n'est guère rationnelle, même si on analyse la situation en termes de classes. Ma réaction à ses déclarations est identique à celle du sociologue américain James Petras, que je cite dans mon livre : « En dépit de sa réputation respectable, que lui doivent son instruction, sa dissection par le menu et sa dénonciation de l'hypocrisie des régimes américain et européens, ainsi que la finesse de son analyse des tromperies intellectuelles des apologues de l'impérialisme, ces vertus analytiques disparaissent totalement lorsqu'il s'agit de discuter de la genèse de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient, etc. »

Affirmer, comme le fait Chomsky, que le lobby pro-israélien aux États-Unis est une « étiquette vide », et cela sous prétexte que les États-Unis ne feraient que suivre les intérêts de leur classe dirigeante, me paraît tout simplement contraire à la vérité. Peu m'importe la part de théorie qui lui inspire ses déclarations : la théorie doit se plier aux faits ; l'inverse est inacceptable. Il n'est pas question pour moi de dire ici que le lobby pro-israélien décide « de tout » aux États-Unis, pas davantage qu'en France. Nul ne prétendra non plus que les États-Unis n'ont pas d'intérêts stratégiques à défendre au Moyen-Orient, au contraire. Mais quel rôle réel joue Israël dans la défense des intérêts américains ? Dans *Après l'Empire* (Gallimard, 2002), Emmanuel Todd écrit : « Peut-on sérieusement envisager une armée israélienne contrôlant les puits de pétrole d'Arabie saoudite, du Koweït et des Émirats, elle qui n'a pas été capable de tenir sans pertes importantes le Sud Liban autrefois et la Cisjordanie aujourd'hui ? » Songeons-y.

Mais je ne vais pas récrire ici le livre des deux chercheurs américains ; selon moi, sa lecture doit suffire à emporter l'adhésion du lecteur non endoctriné.

Dans son chapitre de conclusion, Blanrue revient sur la polémique qui a suivi la publication par Time Magazine (21 novembre 2007) d'un dossier sur la mort de la culture française. Il met en avant la citation de Christophe Boïcos, conférencier d'art, expliquant : « Beaucoup d'artistes français se sont créés en opposition au système d'éducation. Romantiques, impressionnistes, modernistes – tous étaient des rebelles contre les valeurs académiques de leur temps. » Ces voix dissidentes n'ont pas disparu, mais elles sont absentes des grands médias et remplacées par les élucubrations de Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut ou André Glucksmann... Mais la dissidence, contrairement à ce que dit Blanrue, n'est pas non plus dans l'appel de l'association Liberté pour l'histoire, qui se serait constituée contre « le climat de terreur » qui régnerait en France et contre les lois mémorielles. Là aussi, l'auteur ignore le débat qui se déroule en France, et que le livre remarquable que vient de publier la grande historienne de l'Afrique Catherine Coquery-Vidrovitch, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale* (Agone, 2009), permet de comprendre.

**Commentaire Blanrue :** Les lois mémorielles sont un révélateur. Je ne prétends pas que la dissidence se situe dans le camp de l'association Liberté pour l'Histoire. Je maintiens en revanche qu'un pays qui légifère en histoire est gravement malade. Il est fort beau de vouloir libérer, de par le monde, les peuples opprimés, à commencer par le peuple palestinien. Mais quelle chance avons-nous d'y parvenir si, pour commencer, nous sommes incapables de nous libérer nous-mêmes de nos prisons mentales ? Le combat pour la liberté et contre

l'oppression commence chez nous.

En conclusion, un livre qui mérite le débat, et non un interdit de fait.

**Commentaire Blanrue** : Je souscris entièrement à cette formule. Il serait intéressant de se demander pourquoi mon livre est « interdit de fait » dans mon propre pays, alors que je suis porteur d'une contribution susceptible de faire prendre conscience aux Français que nous empruntons, depuis l'élection de Sarkozy, un chemin contraire à notre tradition la plus haute.

Source : Paul-Eric Blanrue

Samedi 29 août 2009

<http://sarkozyisraeetlesjuifs.blogspot.com/...>

[http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Paul-Eric\\_Blanrue.290809.htm](http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Paul-Eric_Blanrue.290809.htm)

---

## 2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Gaza l'assiégée par les grands de ce monde, Gaza la résistante, avait mis sa plus belle robe verte...

La Résistance affronte une centaine de membres d'un groupuscule connu sous le nom de « Jund Ansar Allah ». Oui, mesdames et messieurs, Gaza la Résistante, assiégée depuis plus d'un an par la terreur sioniste et les Grands de ce monde, ainsi que par la Collaboration Arabe, Gaza privée de la moindre ressource lui permettant d'affronter maladies, souffrances, manque d'alimentation, destructions perpétrées par le terrorisme sioniste, pollutions de toutes sortes, avait mis ce jour là sa plus belle robe verte pour affronter cette fois-ci *la terreur enfantée par cette logique dite « Choc des Civilisations », logique conçue et propagée par les mêmes Grands de ce monde dans tous les pays de l'extrême et du moyen orient, en vue d'y étouffer ou d'y écraser tout esprit ou acte de résistance.*

Encore une fois, Gaza montre aux peuples son vrai visage à la fois d'amour et de résistance.

Qu'attendons-nous alors pour passer **directement** à l'action en vue de **briser le siège** le plus absurde et le plus inhumain ?

Qu'attendons-nous pour **exiger** de ces Grands de ce monde **la reconnaissance de la Résistance en Palestine occupée** ?

Comment, dirons-nous ?

**1- Par l'élargissement dans tous les domaines des activités humaines le boycott de l'entité sioniste et son durcissement ;**

**2- Par notre désobéissance Civile si le boycott n'apporte pas ses fruits et si l'ONU reste inerte face au terrorisme des dirigeants sionistes.**

NOS CRIS NE SUFFISENT PLUS, LE TEMPS EST A L'ACTION DIRECTE

SOYONS TOUS DES HAMAS,

VIVE LA PALESTINE LIBRE.

15 août 2009

---

### 2-2 Israël veut ramener les "juifs perdus" dans le droit chemin...

Les autorités israéliennes ont lancé une campagne intitulée Masa ("voyage") dont le message est pour le moins étonnant : elle demande aux Israéliens de dénoncer les juifs expatriés qui courent le danger... de se marier avec un ou une non juif(-ve).

Les responsables de cette campagne, lancée le 2 septembre, affirment avoir déjà reçu plus de 200 appels. Les gens laissent les noms, numéros de téléphone, comptes Facebook et Twitter des "juifs perdus". La plupart vivent en France, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande.

Contributeurs

Roi Ben-Yehuda

Traduction par "auc1" sur YouTube.

"Est-ce que vous connaissez un jeune juif vivant à l'étranger?"

VISIONNER LA VIDEO EN CLIQUANT SUR LE LIEN :

<http://observers.france24.com/fr/content/20090904-israel-veut-ramener-juifs-perdus-droit-chemin-diaspora-mariage-interreligieux>

---

### 2-3 "Le gouvernement demande qu'on l'informe sur les juifs qui ne sont pas assez juifs".

Au Moyen-âge, les inquisiteurs poussaient les gens à dénoncer les individus qui étaient 'secrètement' juifs. Aujourd'hui, le gouvernement israélien, en coopération avec l'Agence juive [organisation religieuse], demande qu'on l'informe sur les juifs qui ne sont pas assez juifs.

Cette triste vidéo ( ci en haut), s'enracine dans le principe sioniste - complètement anachronique - de shlilat ha'galut (rejet de la diaspora), demande aux juifs de retrouver leurs 'enfants perdus', à savoir ceux qui auraient contracté un mariage interreligieux, pour les envoyer en séjour prolongé en Israël.

Roi Ben-Yehuda

Roi Ben-Yehuda est israélien. Il vit à New York.

04/09/2009 /

<http://observers.france24.com/fr/content/20090904-israel-veut-ramener-juifs-perdus-droit-chemin-diaspora-mariage-interreligieux>

## Commentaires

A ceux qui prétendent qu'il ne s'agit pas d'une affaire de race...

Comment expliquez-vous alors :

- que les juifs russes notamment obtiennent le passeport et la citoyenneté Israélienne en un 1/4 d'heure... alors qu'ils ne connaissent rien à la Torah et ne sont souvent même pas circoncis ?

C'est parce qu'ils bénéficient de la "LOI DU RETOUR ".

En Israël de nombreuses agences font des PRÉLÈVEMENTS ADN pour prouver que l'on est juif dans le cadre des demandes de citoyenneté... Une sorte de certificat "d' aryannité."

Sachez en outre :

- qu'un juif ne peut épouser un nom juif sur le sol d'Israël.

- que la Conversion au judaïsme est très mal acceptée et toujours entravée.

- que le Baptême chrétien des juifs (de sang) est considéré par les rabbins comme "NUL et NON AVENU"

- Les arabes Israéliens roulent avec une plaque d'immatriculation de couleur différentes des juif Israéliens et ne peuvent pas creuser de puits dans leur propriété car l'EAU est JUIVE, par décret.

Désolé de vous décevoir, mais pour l'état d'Israël et l'agence juive, "être juif", c'est avant tout une histoire de race, de sang.

Des noirs Africains juifs, dites-vous ?

C'est parce qu'ils ont du SANG JUIF, justement. Ils descendent d'une des 12 anciennes tribus d'Israël. Comme tous les Séfarades, qui n'ont pratiquement jamais mêlé leur sang "impur" avec des goyim (ou "gentils") depuis la Diaspora, à travers les âges et les nations.

Seuls les Ashkénazes sont d'un autre creuset racial (une peuplade du Kazahr s'étant convertie au 12e siècle) mais ils sont depuis admis comme juifs et sont désormais la majorité, d'ailleurs.

Je vous rappelle que les Nazis se sont directement inspirés des lois Talmudiques pour établir les LOIS de NUREMBERG. Eh oui, chez les juifs, ces PROTO-NAZIS, et maintenant ces POST-NAZIS, on ne mêle pas son sang juif avec celui d'un non-juif, que l'on pratique ou non le judaïsme.

FREUD n'est-il pas considéré par les juifs comme un membre éminent de la diaspora, alors qu'il n'était en rien religieux ? Les exemples sont légions... Je vous les épargne.

ISRAEL : le seul pays où la race et la religion sont inscrites sur le passeport.

Soumis par Egide (non vérifié) le sam, 05/09/2009

<http://observers.france24.com/fr/content/20090904-israel-veut-ramener-juifs-perdus-droit-chemin-diaspora-mariage-interreligieux>

---

## 2-4 Lettre d'un historien Italien à son Président.

Il se trouve que je suis chercheur en histoire du sionisme.

C'est donc sur la base de mes études sur cette idéologie politique que je vous écris. Je vous rappelle quelques faits : le premier de tous est la collaboration des sionistes (de droite et de gauche) avec les antisémites, avec le fascisme et le nazisme. Il s'est agi d'une collaboration longue et extrêmement dommageable pour les Juifs non sionistes (qui étaient alors la très grande majorité). Pour incroyable que cela paraisse, la collaboration des sionistes avec les fascistes, les nazis et les antisémites, historiquement documentée, se fondait sur une logique d'échange criminelle aux dépens des Juifs. Les sionistes ont appuyé les régimes fascistes et antisémites avant et pendant la seconde guerre mondiale, demandant en échange de leur permettre d'amener les Juifs en Palestine pour réaliser leur projet colonial. Les juifs qui n'acceptaient pas d'émigrer en Palestine ont été abandonnés à leur destin. Les antisémites étaient bien contents de se libérer des Juifs de cette manière. Il n'est pas vrai que les antisémites sont des antisionistes comme vous le soutenez mais c'est le contraire, exactement. Vous ne mettez pas en doute, j'espère, les mots de l'écrivain israélien Yehoshua qui a déclaré il y a quelques années :

« Les gentils ont toujours encouragé le sionisme, en espérant qu'il aurait aidé à se libérer des Juifs qui vivaient parmi eux. Aujourd'hui aussi, de façon perverse, un véritable antisémite doit être un sioniste ».

L'écrivain israélien oublie cependant de dire que même les sionistes, de façon perverse, ont encouragé les antisémites afin qu'ils éloignent les Juifs de leurs pays et les remettent aux activistes sionistes prêts à les emmener dans les colonies en Palestine. Un véritable sioniste est un ami des antisémites.

Cet aspect honteux de l'histoire du sionisme débute avec son fondateur même, Theodor Herzl.

En août 1903, Herzl se rendit en Russie tsariste pour une série de rencontres avec le Conte Von Plehve, ministre antisémite du tsar Nicolas II, et Witte, ministre des Finances. Les rencontres eurent lieu moins de 4 mois après l'horrible pogrom de Kichinev, dont était directement responsable Von Plehve. Herzl propose une alliance, fondée

sur le désir commun de faire sortir la plus grande partie des Juifs russes de Russie et, à plus brève échéance, d'éloigner les juifs russes du mouvement socialiste et communiste.

Au début de la première rencontre (le 8 août), Von Plehve déclara qu'il se considérait comme « un ardent soutien du sionisme ». Quand Herzl commença à décrire l'objectif du sionisme, le Conte l'interrompt en affirmant : « Vous parlez à un converti ».

Dans une rencontre ultérieure avec Witte, le fondateur du sionisme s'entendit déclarer ouvertement par celui-ci : « J'avais l'habitude de dire au pauvre empereur Alexandre III : « s'il était possible de noyer dans la Mer Noire six ou sept millions de juifs, j'en serais parfaitement satisfait ; mais ce n'est pas possible : alors nous devons les laisser vivre ». Et quand Herzl dit espérer quelque encouragement du gouvernement russe, Witte répondit : « Mais, nous, nous donnons aux Juifs les encouragements à partir, par exemple des coups de pieds au derrière ».

Le résultat des rencontres fut la promesse de Von Plehve et du gouvernement russe d'«un appui moral et matériel au sionisme le jour où certaines de ses actions pratiques serviraient à réduire la population juive en Russie ». « Si nous (sionistes) - disait Jacob Klatzkin - n'admettons pas que les autres aient le droit d'être antisémites, alors nous nous refusons à nous-même le droit d'être nationalistes. Si notre peuple mérite et désire vivre sa propre vie nationale, il est naturel qu'il se sente un corps étranger obligé de vivre dans les nations parmi lesquelles il vit, un corps étranger qui insiste pour avoir son identité propre et distincte, et que, pour cela, il est contraint de réduire la sphère de sa propre existence. Il est juste, donc, qu'eux (les antisémites) luttent contre nous pour leur propre intégrité nationale. Au lieu de construire des organisations pour défendre les Juifs des antisémites qui veulent limiter nos droits, nous devons, nous, construire des organisations pour défendre les Juifs de nos amis qui désirent défendre nos droits ».

Ces mots, et l'attitude en conséquence des sionistes, ont à coup sûr donné de précieux arguments aux Nazis qui soutenaient justement que les Juifs étaient une nation étrangère à l'intérieur de leur nation.

« Pour les sionistes - affirmait sans vergogne Harry Sacher, un sioniste anglais - l'ennemi est le libéralisme ; celui-ci est l'ennemi pour le nazisme ; donc, le sionisme devrait avoir beaucoup de sympathie et de compréhension pour le nazisme, dont l'antisémitisme devrait probablement être un aspect passager ».

Ce n'est pas seulement de l'aveuglement politique, c'est de la collaboration criminelle avec l'ennemi des Juifs. Et vous, Président, vous voulez fermer les yeux sur cet aspect de l'histoire du sionisme ?

Je vous rappelle ensuite que les nazis répondaient très positivement aux offres des sionistes comme le montre ce passage d'une de leurs circulaires :

« Les membres des organisations sionistes, étant donné leurs activités dirigées vers l'émigration en Palestine, ne doivent pas être traités avec la même vigueur qui est par contre nécessaire envers des membres des organisations juives allemandes (c'est-à-dire les assimilationnistes) ».

Et Reinhardt Heyndrich, chef des Services Secrets de la SS déclarait :

« Le moment ne peut plus être loin, désormais, où la Palestine sera de nouveau en mesure d'accueillir ses fils qu'elle avait perdus depuis plus de mille ans. Que nos bons vœux et notre bienveillance officielle les accompagnent ».

La colonisation de la Palestine était bien vue par les Nazis. Entre colonialistes, on s'entend. Ceci pour vous rappeler que les Nazis, avec l'aide consciente des sionistes, n'ont touché que les Juifs qui entendaient vivre dans les pays dans lesquels ils étaient nés et ne voulaient pas se rendre responsables de l'occupation de la Palestine et de l'inévitable chasse aux Palestiniens qui s'ensuivrait. Ces victimes juives n'étaient pas sionistes, tout au plus étaient-elles assimilationnistes ou antisionistes. Après l'Holocauste, l'Occident n'a rien fait d'autre que récompenser les sionistes en leur remettant la terre des Palestiniens, et en faisant payer à qui n'avait commis aucune faute, le prix élevé de l'extermination des Juifs qui était advenue par la responsabilité directe de certains pays européens et par la veulerie de certains autres, ainsi que par la folie du plan sioniste. La collaboration entre sionistes et Nazis a été possible aussi, au-delà de l'aspect pratique de la volonté commune d'amener les Juifs en Palestine, parce que l'idéologie sioniste et celle nazie avaient un point en commun, comme le reconnaît le sioniste juif Prinz : « Un état construit sur le principe de la pureté de la nation et de la race (c'est-à-dire l'Allemagne nazie) ne peut qu'avoir du respect pour ces Juifs qui se voient eux même de la même manière ».

Ce même personnage se rendait compte de la situation paradoxale qui survenait, et admettait :

« Pour les sionistes c'était très malaisé d'opérer. C'était moralement embarrassant d'avoir l'air d'être considérés comme les fils préférés du gouvernement nazi, en particulier justement au moment où il liquidait les groupes de jeunesse (juifs) antisionistes, et semblait favoriser par d'autres voies les sionistes. Les Nazis demandaient « un comportement sioniste de façon plus cohérente ».

Et cependant la collaboration continua. Ce fut une collaboration multiforme que je reconstruis dans mon essai « La natura del sionismo ».

Je veux vous rappeler, pour terminer, l'invitation de Dav Joseph, chef de district de l'Agence Juive, qui, à la fin de l'année 1944, quand les Juifs mouraient par centaines de milliers dans les camps, parlant aux journalistes sionistes en Palestine qui étaient préoccupés par les nouvelles des massacres, les mit en garde contre :

« la publication de données qui exagèrent le nombre des victimes juives, parce que si nous annonçons que des millions de Juifs ont été massacrés par les Nazis, ils nous demanderont ensuite, avec raison, où sont les millions de Juifs pour lesquels nous revendiquons une patrie quand la guerre sera finie ».

Ceci peut suffire, mais j'ai la hardiesse, Monsieur le Président, de vous conseiller d'approfondir l'argument.

L'histoire du sionisme est une histoire criminelle, il n'est donc pas surprenant que les sionistes et l'Etat sioniste continuent à traiter les Palestiniens de façon si barbare.

Mais ma préoccupation va au-delà de la très triste situation du peuple palestinien que tout le monde semble oublier.

Sincèrement, Monsieur le Président, voulons-nous finir comme les Etats-Unis en Irak ?

Aujourd'hui, des personnages importants aux Usa comme l'ex président Jimmy Carter, ou les chercheurs universitaires Mersheimer et Walt, s'efforcent d'ouvrir les yeux à leurs compatriotes sur les conséquences de cette politique extérieure aveugle, élaborée à Tel-Aviv et dans les cercles des néo-conservateurs sionistes de Washington, que les Etats-Unis conduisent au Moyen-Orient.

Croyez-vous que la guerre en Irak ait été faite en raison des armes de destruction de masse de Saddam Hussein ?

Pour la menace que l'Irak représentait pour l'Occident ?

Pour l'exportation de la démocratie ?

Pour les intérêts pétroliers étasuniens ?

Beaucoup de gens soutiennent cette dernière hypothèse (les autres se sont misérablement écroulées). Mais le pétrole ne s'achète-t-il pas sur le marché ?

Et puis, à combien reviendrait-il si nous devions faire une guerre à chaque pays producteur ?

Monsieur le Président, la guerre a été faite pour éliminer un rival possible d'Israël, et pour consolider la domination sioniste au Moyen-Orient.

Maintenant Tel-Aviv invite l'Occident à détruire l'Iran, et achète tout le monde en faisant comprendre que si nous ne le faisons pas, nous, ce sera justement Israël qui le fera.

Comment ?

En envahissant l'Iran ?

Non, Président, nous savons tous qu'Israël aurait recours aux armes nucléaires.

Les étasuniens sont en train de réaliser, à leurs dépens, ce que veut dire s'être laissé embourber dans une guerre absurde en Irak pour les intérêts d'Israël. Voulons-nous vraiment nous laisser entraîner dans la guerre nucléaire contre l'Iran ? Prenez exemple sur l'ex président Carter et dénoncez l'Apartheid d'Israël. Si vous ne voulez pas le faire vous-même, laissez quelqu'un d'autre, pour le bien de l'humanité, des Juifs et des Palestiniens, continuer à dénoncer le sionisme et se battre pour un Etat unique, démocratique, pacifique en Palestine, pour tous ses habitants, en n'excluant personne.

Monsieur le Président,

Vous ne vous souviendrez pas de moi, et pourtant nous nous sommes rencontrés et nous nous sommes parlé.

Ce fut en de tristes circonstances. Il y a quelques années, à l'aéroport de Fiumicino. Vous, représentant votre parti, vous veniez apporter votre solidarité à ma sœur Marisa qui, près avoir participé à une manifestation pacifiste à Jérusalem, uniquement parce qu'elle regardait, de derrière la vitre de son hôtel, les policiers israéliens qui massacraient un enfant Palestinien dans la rue, perdit un œil quand, d'un canon à eau portant l'étoile de David, on tira un jet si violent qu'il brisa la vitre et lui envoya un éclat de verre dans l'œil. Vous veniez alors apporter vos salutations à ma sœur qui avait payé pour défendre les droits et la dignité des Palestiniens. Aujourd'hui avec votre déclaration inacceptable, vous accusez les antisionistes dont nombre d'entre eux sont Juifs, qui se battent pour un Etat démocratique en Palestine, en les mettant dans le même cloaque que les antisémites.

Je crois, Monsieur le Président, que les sionistes sont arrivés à vous faire pire encore que ce qu'ils ont fait à ma sœur.

Chez vous, ils sont arrivés à aveugler non pas un mais les deux yeux !

Salutations distinguées.

01 septembre 2009

<http://nasr-moqawama.blogspot.com/>

---

## 2-5 Amira Hass : Comment Israël décide-t-il à qui délivrer des visas pour Ramallah ?

Sven Ouzman, un archéologue de 39 ans d'Afrique du Sud, a enfreint six fois les conditions de son visa « Autorité palestinienne seulement » en empruntant involontairement, et faute de choix, des routes sous contrôle israélien entre les enclaves de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie.

Ouzman, qui assistait à une conférence du Congrès archéologique mondial à Ramallah le mois dernier, était en retard pour une conférence qu'il devait donner le 9 août au soir. Il était arrivé au Pont Allenby le samedi matin 8 août, après être passé par le contrôle des passeports du côté jordanien et avoir pénétré dans la zone sous contrôle israélien ; toutefois, les employés de l'Autorité des aéroports d'Israël ont exigé qu'il revienne le lendemain. Quand il leur a demandé pourquoi « ils ont été très grossiers et ont refusé de répondre », a dit Ouzman par téléphone cette semaine depuis l'Afrique du Sud.

Des connaissances lui ont dit plus tard qu'un tel arbitraire est la norme du côté israélien. Ouzman est rentré à Amman pour la nuit. Le lendemain matin il a passé 2 heures du côté jordanien et puis 9 heures du côté israélien.

« C'est alors qu'a commencé un long processus : va là-bas, viens ici, beaucoup de questions que je trouvais blessantes et de longues attentes, surtout des attentes », dit Ouzman.

Ouzman est professeur au département d'ethnographie et d'archéologie de l'université de Pretoria et enseigne également l'archéologie en prison. Il a dit qu'au passage du Pont Allenby, il a repensé à une leçon d'anthropologie qu'il avait apprise à l'occasion de ses cours en prison, à savoir que les autorités cassent

intentionnellement la monotonie et crient sur les prisonniers pour les désorienter. Il suggère que c'est la même chose que ce qu'il a vécu à la frontière contrôlée par Israël.

« Ils sont tous très jeunes. Vous vous demandez quelle formation ils ont reçue ; vous ne pouvez pas vous fâcher sur eux, ils ne font qu'obéir aux ordres . »

À un moment donné, Ouzman a montré aux fonctionnaires du Pont Allenby son invitation à la conférence d'archéologie et leur a donné le numéro de téléphone d'un des organisateurs, Adel Yahya de Ramallah. Les employés ont appelé Yahya et lui ont demandé la liste des participants à la conférence. Dix conférenciers (sur environ 20) étaient arrivés via Allenby, dont trois de nationalité turque. Deux des ressortissants turcs se sont vu refuser le passage, a dit Yahya et le troisième a reçu un visa « Autorité palestinienne seulement ». Un conférencier portugais invité a également reçu le tampon « Autorité palestinienne seulement ». Ces deux personnes, de même qu'Ouzman, n'ont pas pu participer à la visite de Silwan à Jérusalem guidée par l'archéologue Rafi Greenberg.

La question d'*Haaretz* pourquoi certains visiteurs reçoivent des visas ordinaires, tandis que d'autres reçoivent le visa estampillé « Autorité palestinienne seulement » est restée sans réponse.

Ouzman a abrégé son voyage de deux jours à cause de son visa restrictif. Toutefois, dans certains cas, le dommage est beaucoup plus important : le visa "Autorité palestinienne seulement" a ruiné le travail de recherche de L., chercheur britannique qui avait passé l'été à l'université de Beir Zeit.

L. a reçu, de l'administration civile, un visa d'un jour pour Israël et il a pris rendez-vous au ministère de l'Intérieur à Jérusalem afin de demander un visa ordinaire. « Une fois que l'employée [du ministère de l'Intérieur] a remarqué que mon visa mentionnait « Autorité palestinienne seulement », elle a hurlé que je ne devrais pas être en Israël et m'a crié dessus pour être entré sans visa. J'ai essayé d'expliquer que c'est la raison pour laquelle j'étais là et que j'avais du travail à faire en Israël ainsi qu'en Cisjordanie. Elle ne m'a pas écouté et elle m'a dit en colère que je devais partir et retourner en Cisjordanie. »

L. a dit à l'employée qu'il avait un visa d'un jour et qu'il venait dans ce pays au moins deux fois par an et qu'il avait toujours reçu un visa ordinaire. L. dit que l'employée, toujours en colère, a parlé avec quelqu'un au téléphone.

« Elle m'a alors dit que selon [son supérieur] je ne devrais pas être en Israël parce que je n'avais pas le visa approprié et que si j'insistais auprès du ministère pour obtenir un visa complet, je pouvais le faire, mais qu'on me refuserait le visa sur place », a dit L.

Le ministère de l'Intérieur a dit qu'il n'a pas de représentant au passage du Pont Allenby.

L'Autorité des aéroports d'Israël : « Les employés de l'Autorité des aéroports s'en tiennent aux directives tout en maintenant la dignité des voyageurs et en leur prodiguant un service de qualité appropriée. L'Autorité supervise les employés par le biais de différentes méthodes. Les tampons sont délivrés uniquement par les superviseurs à la frontière (qui ne sont pas des employés de l'Autorité)".

L'Unité de soutien aux négociations, qui conseille le Département des négociations de l'OLP, a préparé un document de position sur la politique israélienne en matière de visas qui a été envoyé aux consulats et aux missions étrangères. Le document dit : « Les États tiers dont les ressortissants sont exposés à de telles politiques illégales ont l'obligation de protester une fois que les faits leur sont communiqués et que leurs ressortissants leur demandent de réagir ou de prendre des mesures. Faute de présenter leurs objections, les États tiers laisseront entendre qu'ils acceptent les actes illégaux d'Israël en violation de leur devoir de non-reconnaissance [de tels actes]. »

Auteur : Amira Hass :

Traduit par Annie Goossens.

Édité par Fausto Giudice

Source : [Haaretz - How does Israel decide who gets a visa to Ramallah?](#)

Article original publié le 8/9/2009

Annie Goossens est une collaboratrice de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique, dont Fausto Giudice est membre. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, la traductrice, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8647&lg=fr>

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8647&lg=fr>

---

## 2-6 Bruxelles offre un tapis de fleurs à Tel Aviv.

Afin de fêter les 100 ans de la création de Tel Aviv, la ville de Bruxelles a offert des dizaines de milliers de fleurs pour décorer la place où auront lieu les festivités.

Des citoyens bruxellois protestent et écrivent aux autorités.

Chers édiles,

avez-vous perdu la tête ? Ne savez-vous un tout petit peu dans quelle pièce vous jouez ?

À l'heure où les plus conscients des Israéliens - et les plus courageux des membres de la diaspora - appellent, en désespoir de cause, la communauté internationale au boycott, à la rescousse, pour faire pression sur Israël et le sauver de lui-même (et pour faire cesser, ce faisant, les crimes de guerre contre les Palestiniens), vous allez récompenser de facto le tapis de bombes à Gaza par un tapis de fleurs à Tel Aviv.

La formule est abrupte mais c'est hélas aussi simple que ça.

Quelle est donc votre éthique ? votre sens politique ? votre degré d'information ? Où sont vos appartenances ?

Quel bénéfice comptez-vous tirer de cette désastreuse complaisance ? Quel bien pensez-vous faire aux Israéliens ?

Ce serait presque comique ( la dernière «blague belge»?... ), si le contexte n'était à ce point glauque.

Francis Martens

psychothérapeute

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Quelle excellente idée d'offrir un tapis de fleurs à un état d'extrême droite, religieux, raciste, qui n'a jamais respecté le droit international, les droits de l'homme, l'ONU, qui commet régulièrement des crimes de guerre....

J'espère que lors de votre discours sur les chaînes israéliennes vous aurez un mot contre ce blocus scandaleux qui dure depuis 2006, qui touche aussi les médicaments, les matériaux de construction empêchant la reconstruction de Gaza ; que vous demanderez pourquoi ils s'acharnent à faire sauter les centrales électriques privant ainsi d'eau les Gazaouis ; que vous aurez un mot pour les victimes de Gaza qui meurent toujours, les victimes du phosphore ; j'espère que vous aurez un mot contre le mur de la honte, l'épuration ethnique en cours à Jérusalem... Que vous demanderez pourquoi le Mur suit les nappes phréatiques.

J'espère que vous aurez un mot pour les courageux pacifistes israéliens victimes d'une véritable chasse aux sorcières, victimes d'arrestations arbitraires, de vol d'ordinateurs et de licenciements abusifs.

**A cause de politiciens tels que vous j'ai honte d'être belge et européenne.**

Je mets votre décision sur le compte de l'ignorance.

Et dès lors je vous invite à prendre votre information auprès d'Israéliens eux-mêmes qui dénoncent les crimes de leurs responsables.

Bonne lecture !

Christina Gay - Francis Martens

9/9

[http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2250:tapis-de-fleurs-a-tel-aviv-aux-ediles-de-la-ville-de-bruxelles&catid=6:articles&Itemid=11](http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2250:tapis-de-fleurs-a-tel-aviv-aux-ediles-de-la-ville-de-bruxelles&catid=6:articles&Itemid=11)

---

### 3 Annexe

#### 3-1 Pat WALSH : Pour que l'arbre ne cache pas la forêt : L'Irlande et la Dernière Croisade britannique pour reconquérir la Palestine.

L'article ci-dessous est un rappel historique intéressant permettant de garder une vision globale sur la question du sionisme en Palestine, pour que l'arbre, aussi grand soit-il, ne cache pas la forêt.

C'est un rappel qu'il fut une époque, il y a moins d'un siècle, où les juifs sionistes ne pesaient pas très lourd, mais furent plutôt des pions dans les plans de l'Empire britannique en concurrence avec d'autres empires européens pour la domination du monde, et que la situation de la planète n'était pas alors bien meilleure que de nos jours, en prenant en compte l'évolution des moyens de destruction des plus puissants.

Aujourd'hui les USA ont repris les relais de l'Empire britannique, et la nouvelle administration US donne des signes qu'elle veut rétablir « la paix » en Palestine et dans le monde, notamment dans les ex-colonies de cet empire britannique qui sont aujourd'hui le terrain de grandes opérations de tuerie, de déplacement, et de destruction. Cependant ceux qui croient à cette volonté « pacifique », s'inquiètent du poids du lobby sioniste et ses alliés aux USA, et se rappellent une déclaration attribuée à Ariel Sharon en octobre 2001, où il aurait dit à Shimon Pérès : « À chaque fois que nous faisons quelque chose, vous me dites que l'Amérique fera ceci ou fera cela... Je veux vous dire une chose très claire: ne vous inquiétez pas des pressions américaines sur Israël. Nous, le peuple juif, contrôlons l'Amérique, et les Américains le savent. »

L'a-t-il dit ou pas ? Et si oui, croyait-il à ce qu'il disait ou est-ce n'était-ce qu'une déclaration arrogante de conditionnement ? Cela n'a pas vraiment d'importance. Car le résultat est là, qui est de renforcer le sentiment que les juifs sionistes sont des gens à part, presque des extraterrestres surpuissants contre qui personne ne peut résister, un « peuple élu » soutenu par une « puissance divine » !

Ne soyons pas naïfs ! Les juifs sionistes existent parce que les puissances impérialistes occidentales, qu'elles portent une soutane ou costume-cravate, veulent bien d'eux. Ces sionistes ont certes pris du poids et sont plus forts et plus nombreux aujourd'hui, mais ce sont toujours ces puissances impérialistes qui les irriguent et les dopent. La seule chose qui a peut-être changé, c'est qu'ils participent désormais comme partenaires égaux à l'élaboration et à la mise en œuvre de leurs plans communs.

"Palestine-Irlande: une seule lutte": le mouvement républicain irlandais s'identifie naturellement à la résistance palestinienne depuis les années 1960

De Bush et sa « Croisade » et son ami Blair, à Obama et son ami Sarkozy, nous avons entendu tous ces chefs s'adresser aux mondes arabe et musulman, pour nous affirmer que toutes ces grandes opérations de désolation sont destinées à combattre le « terrorisme », à réaliser la « paix », et à promouvoir la « démocratie », qu'ils ont du respect profond pour l'islam et qu'ils sont les amis des musulmans, que ces musulmans soient des Afghans, des Pakistanaïes, des Irakiens, des Palestiniens, des Somaliens etc., voire même de simples habitants de HLM...

N'applaudissons pas, car ces nouveaux chefs n'ont rien inventé, et ils doivent cette stratégie de beaux discours aux anciens maîtres en l'art. Ainsi nous pouvons lire la notice privée et confidentielle que le gouvernement

britannique adressait à la presse le 15 novembre 1917, notice citée dans un article du « Journal of Contemporary History » en janvier 2001 :

« Nous attirons l'attention de la presse sur le caractère indésirable de la publication du moindre article, paragraphe ou image qui pourraient suggérer que les opérations militaires contre la Turquie aient un quelconque sens de Guerre Sainte, de Croisade moderne, ou ayant quoi que ce soit à faire avec les questions religieuses. L'Empire britannique est supposé contenir cent millions de Mahométans, sujets du Roi, et il est manifestement nuisible de faire allusion au fait que notre conflit avec la Turquie soit un conflit entre la Chrétienté et l'Islam ». Un peu plus haut, nous lisons que quelques semaines plus tard, quand Jérusalem fut tombée entre les mains des Britanniques, la gazette londonienne « Punch » publia une illustration mémorable sous-titrée « La Dernière Croisade » montrant Richard Cœur de Lion regardant Jérusalem et exprimant sa joie en disant : « Mon rêve se réalise » !

IAY, 26 juillet 2009

### L'Irlande et la Dernière Croisade britannique

Le 9 décembre 1917, il y a quatre-vingt dix ans ce mois ci, Jérusalem fut reprise par la Grande-Bretagne pour le compte de la chrétienté. Ceci fut considéré en Angleterre comme l'événement majeur de la guerre. Lloyd George imposa un embargo sur les informations pour reporters de presse, jusqu'à ce qu'il ait pu annoncer la nouvelle à la Chambre des Communes (à l'époque, le parlement était encore important). Pour fêter la « libération » de la ville sainte des Musulmans, après 730 ans [Salâh-uddîne, Saladin, avait libéré Jérusalem des Croisés en 1187, NdT], les cloches de l'Abbaye de Westminster sonnèrent pour la première fois depuis trois ans et elles furent suivies par des milliers d'autres dans toute l'Angleterre.

Le Général Allenby, le libérateur (l'occupant, NdT) de Jérusalem, et un descendant de Cromwell, déclara à Jérusalem que les croisades étaient terminées. Après l'avoir entendu, les Arabes, qui avaient été encouragés à combattre pour la Grande-Bretagne (en déclenchant la Révolution Arabe de juin 1916 contre les Turcs, NdT) et qui avaient vu les Britanniques comme des libérateurs, commencèrent à fuir. Et depuis ils ne cessent de fuir. Le grand élan de triomphalisme chrétien produit par la prise de Jérusalem ne se limita pas à l'Angleterre. Voici comment The Irish News à Belfast présentait l'apothéose de la dernière Croisade, dans son éditorial du 11 Décembre 1917 :

« 'Ton trône est tombé, ô Israël !' Le pouvoir des Musulmans sur la « Terre Promise » est enfin tombé : nous pouvons supposer qu'avec l'entrée des troupes du Général Allenby à Jérusalem, on a pratiquement mis un terme au règne des Turcs sur la Palestine ... Quand la Terre Sainte aura été entièrement sauvée de la domination turque, qui la possèdera et l'administrera ?

Des déclarations officielles concernant la recolonisation du pays par la race juive (sic !) dispersée ont été faites. Les observateurs peuvent constater l'absence de traces d'enthousiasme pour le projet parmi les Hébreux eux-mêmes. En tant qu'idée, rien ne pourrait être plus attrayant sentimentalement ; comme une proposition concrète, nous croyons que tout enfant d'Abraham donnerait sa bénédiction à son frère qui migrerait de la terre des Gentils sur les rives du lac de Galilée, et les pentes du mont des Oliviers. Ainsi, ce petit territoire chargé d'histoire pourrait devenir de nouveau « une terre où coulent le lait et le miel » - essentiellement pour le bonheur de la descendance d'Abraham, d'Isaac et de Jacob qui sont restés là où ils étaient.

Mais un État juif ne peut pas être établi tout de suite, même si tous les Rothschild mènent l'ensemble de leurs compatriotes [resic, il voulait dire coreligionnaires, NdT] vers Jérusalem. Le pays doit être « protégé » - en clair, annexé : un synonyme utile dans le traitement des affaires orientales pourrait être « égyptianisé ». Et les vainqueurs sont, bien entendu, les « protecteurs » naturels du territoire gagné par la force des armes. Telle a été la règle et la pratique depuis avant l'époque de Moïse et de Josué. Nous en savons tous quelque chose en Irlande. Quand les objectifs de la campagne en Palestine et en Mésopotamie auront été entièrement atteints, il y aura un « bloc » solide de territoires asiatiques entre les Allemands et l'Océan Indien. Les Turcs ont donné aux gens du Kaiser un libre passage de Constantinople au Golfe Persique. Les nouveaux occupants de la Palestine et de la Mésopotamie ne seront pas tout aussi accommodants.

Personne n'a encore pensé au sort à réserver au Constantinople elle-même : elle aurait dû être la propriété du Tsar, mais le pauvre Nicolas se contenterait de beaucoup moins par les temps qui courent. Il s'avère que l'Angleterre est en train de construire soigneusement un mur contre l'« agression » allemande le long d'une ligne que les Allemands ont convoitée avec cupidité il y a de nombreuses années... Il y a vraiment des arguments contre une divulgation précipitée des « objectifs de guerre » des Alliés : une excellente raison pour se taire, est que les Alliés ne connaissent pas l'ampleur des objectifs qu'ils ils peuvent viser avec la perspective de pouvoir les atteindre. »

Il semble qu'à l'époque l'Irlande fut totalement en phase avec les ambitions impérialistes britanniques dans le monde, et tout à fait en harmonie avec le fondamentalisme chrétien paroissial qui les accompagnait.

L'une des principales raisons pour lesquelles la Grande-Bretagne est entrée dans la guerre européenne en août 1914 fut de profiter de la possibilité de prendre la Mésopotamie et la Palestine aux Turcs. Bien sûr, il y avait un problème - la Turquie n'était pas partie prenante à cette guerre à ce moment-là. Il fallut deux mois à la Grande-Bretagne pour trouver un casus belli. Ve qui arriva le 5 novembre avec un obscur incident dans la mer Noire, et la conquête des territoires de l'Empire Ottoman fut enclenchée.

Avec la conquête des territoires de l'Empire Ottoman il y avait un autre projet, qui tenait au cœur de l'Angleterre libérale. C'était le projet de planter une colonie juive en Palestine pour des fins impérialistes britanniques. Il y avait bien entendu un mouvement sioniste qui avait le même objectif de création d'un État national. Mais les nationalistes juifs n'avaient pas le pouvoir de le réaliser eux-mêmes dans la région.

Au cours du dix-neuvième siècle, un courant chrétien sioniste se développa au sein de la branche non-conformiste du protestantisme en Angleterre [ceux qui refusaient la doctrine de l'Eglise anglicane, comme les Presbytériens et les Puritains qui furent à l'origine des Chrétiens sionistes, NdT]. Leur lecture de la Bible engendra une familiarité, et induira un fort intérêt, avec et pour l'idée d'une renaissance de la Terre Sainte et la création d'une nouvelle Jérusalem. Il y avait une croyance encouragée par la lecture de l'Ancien Testament selon laquelle le retour du Christ dépendait du retour des Juifs dispersés à la terre de leurs ancêtres. Aussi, ce qui arrivait à la Terre Sainte était important pour l'Angleterre chrétienne fondamentaliste, car beaucoup de promesses messianiques et de prédictions millénaristes en dépendaient.

Il n'y avait rien de ridicule dans la croyance et le désir que la puissance impériale pourrait être utilisée pour provoquer la fin de l'histoire et le Retour du Christ. D'ailleurs, des catholiques irlandais comme Tom Kettle et Francis Ledwidge, commencèrent à voir les choses de la même façon alors qu'ils se sacrifiaient pour la cause [irlandaise, NdE].

Il y avait un autre facteur qui exerçait une attraction gravitationnelle sur l'Angleterre depuis la Terre Sainte. Depuis la rupture avec Rome, l'Eglise de l'Angleterre manquait d'un foyer spirituel. L'Eglise catholique avait rebâti le foyer spirituel de la chrétienté à Rome, mais lorsque Henry VIII se proclama Pape des Anglais, il dut se contenter de Canterbury [ville au sud-est de l'Angleterre qui est depuis le XVIe siècle le siège du chef spirituel de l'Eglise d'Angleterre et de la Communion anglicane, NdT].

Plus les Protestants anglais lisaient leurs bibles, plus ils aspiraient à leur propre foyer spirituel – dans les Lieux Saints originels en Judée et Samarie. Et quelle meilleure riposte à Rome que de démontrer son inauthenticité spirituelle en s'emparant de son atout principal [Jérusalem, NdT)].

Le sionisme chrétien fit son chemin dans les classes politiques de l'État britannique quand les Non-conformistes arrivèrent au pouvoir politique, et il devint une partie de la culture politique de l'Angleterre libérale malgré le fait que le darwinisme semblait saper l'impulsion religieuse vers la fin du siècle.

Sous l'influence d'Herbert Sidebotham, un éminent journaliste libéral, et de Charles Prestwich Scott, l'influent rédacteur en chef du Manchester Guardian, on créa une école de Manchester du sionisme chrétien. Les chefs du nationalisme juif en Angleterre, le Dr. Weizmann et Harry Sacher, étaient eux-mêmes originaires de Manchester, et la ville devint le centre d'un projet sioniste impérial.

La colonie juive proposée en Palestine était une construction britannique conçue comme une fondation de l'hégémonie impériale, et comme un État tampon de plus entre l'Inde et les ennemis potentiels de l'Angleterre. Cette colonie mettrait un terme, à tout jamais, à l'idée d'une ligne ferroviaire de Berlin à Bagdad, et freinerait toute ambition que le nouveau rival potentiel, la France, pourrait avoir dans la région.

La déclaration Balfour fut publiée en 1917 alors que Jérusalem était sur le point de tomber aux mains de l'Empire. Lloyd George, le Premier Ministre qui l'autorisa, avait été élevé par un oncle, un prédicateur laïc dans l'Eglise baptiste millénariste, et « fut éduqué dans une école où l'on enseigna beaucoup plus l'histoire des Juifs que l'histoire de ma propre patrie ».

En 1903, alors qu'il était un simple député du Parlement, il avait conçu un plan de colonisation juive (« Jewish Colonisation Scheme ») pour Théodore Herzl, le fondateur du mouvement sioniste. La colonie prévue devait se situer en Afrique orientale britannique, mais en 1917, le vrai projet devint possible.

Le Premier ministre n'était pas seul. Sur les dix hommes qui faisaient partie de son cabinet de guerre à un moment ou à un autre, il y en avait sept qui venaient des familles Non-conformistes. Trois étaient les fils ou petits-fils des prédicateurs évangélistes. Ils avaient tous une connaissance intime de l'Ancien Testament et des gens du livre.

Les mémoires du Commandant Vivian Gilbert furent publiées en 1923 sous le titre de « La Romance de la Dernière Croisade - Avec Allenby à Jérusalem » (« The Romance of the Last Crusade - With Allenby to Jerusalem »). Elles commençaient par un passage sur le roi Richard Cœur de Lion et Sir Brian de Gurnay s'éloignant à cheval de Jérusalem, après leur échec à s'emparer de la ville :

« Dans le cœur de Sir Brian de Gurnay, il y avait l'idée d'une autre et une dernière Croisade qui arracherait pour toujours les Lieux Saints aux mains des infidèles » (page 1)

Le titre du chapitre XII du livre du Commandant Gilbert est « Quand les prophéties se réalisent » et il est consacré à la prise de la Ville Sainte :

« Enfin, Jérusalem était entre nos mains ! Dans les dix Croisades organisées et équipées pour libérer la Ville Sainte, deux seulement furent vraiment un succès, - la première menée par Godefroy de Bouillon, et la dernière par Edmund Allenby... puis voilà, nous nous sommes retrouvés à l'intérieur des murs eux-mêmes - les premières troupes britanniques à marcher dans la Ville Sainte !... Je me suis rappelé un vieil hymne que j'ai lu il y a plusieurs années. Il fut écrit par Saint Augustin, ou à partir de ses paroles, et fut transmis de bouche à oreille au Moyen âge afin d'encourager le recrutement pour les Croisades... Alors que je parcourais Jérusalem, ses mots étaient sur mes lèvres ... Nous étions fiers que Jérusalem, après avoir languie pendant plus de quatre cents ans sous le joug turc, allait enfin être libre... Mais par-dessus tout, nous avons une grande foi inébranlable en Dieu, dont la miséricorde nous a

accordé cette victoire... pour libérer la Terre Sainte pour toujours, pour ramener la paix et le bonheur à un peuple longtemps opprimé ! » (pages 171-177)

Avec la progression des Britanniques vers Jérusalem, beaucoup d'entre eux commencèrent à se voir comme des participants à la dernière Croisade. Tout le fondamentalisme chrétien absorbé par les gentlemen anglais dans leur éducation biblique dans les écoles publiques jaillit à grands jets. Ils venaient de reconquérir la Terre Sainte pour la chrétienté, après 700 ans d'occupation musulmane. Et que serait la Ville Sainte, Ila Nouvelle Jérusalem sans les Juifs ?

Le nationalisme irlandais établit une alliance politique avec les Non-conformistes dans le mouvement libéral pour le Home Rule [un régime politique créant un parlement irlandais et accordant une autonomie à l'Irlande au sein du Royaume-Uni, NdT], et les Irlandais entrèrent en alliance militaire avec eux en 1914. En 1917, les Redmondites [les fidèles de John Edward Redmond qui fut député irlandais et chef du Parti Irlandais Parlementaire, couramment appelé Home Rule Party, de 1900 à 1918, NdT] devinrent des simples porte-paroles des intérêts impériaux britanniques, et ne formulèrent aucune critique sur ce qui leur arrivait à eux-mêmes. Et, bien sûr, John Dillon était un ami personnel et un confident du chef sioniste libéral Charles Prestwich Scott [1846-1932, patron du Manchester Guardian pendant 57 ans, NdE]. Ainsi, l'Irish News de Joseph Devlin ne voyait rien de mal dans la colonisation, le nettoyage ethnique et la partition qui

fut planifiée pour la Palestine, malgré le fait « d'en savoir quelque chose en Irlande ».

\* Premier vers d'un poème du poète irlandais Thomas Moore (1780-1852).

Lire le poème ici (Note de Tlaxcala)

La Palestine a sa place sur le Mur International de Belfast, en Irlande du Nord

Pat WALSH

Source : Irish Political Review - Ireland and the Last British Crusade to Recapture Palestine

Article original publié en décembre 2007

AUTEUR: Pat WALSH

Traduit par IAY. Édité par Fausto Giudice

Sur l'auteur IAY est un auteur et traducteur associé à Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique, dont Fausto Giudice est membre. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

28 août 2009

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8484&lg=fr>  
<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4614>

---

### 3-2 Hesham Tillawi : L'occupation israélienne de l'Amérique.

Le message fut clair pour tous sur la Colline du Capitole, clair à entendre et à comprendre : « Ne vous mettez pas sur notre chemin pour nous empêcher d'influencer l'opinion publique, la politique et les lois. »

Sharon : « ...Nous, peuple juif, contrôlons l'Amérique. »

« Israël n'a pas besoin de s'excuser pour l'assassinat ou la destruction de ceux qui cherchent à le détruire. Le devoir premier de tout pays est de protéger son peuple. »

J'ai quitté un pays occupé militairement par Israël pour celui de « la liberté et du courage », pour découvrir que lui aussi était occupé par Israël, politiquement.

Le peuple palestinien, qui s'accroche à tout lambeau d'espoir, compte sur les Américains d'aujourd'hui pour qu'ils s'aperçoivent de la fausseté de leurs méthodes, changent d'opinion sur la situation globale au Moyen-Orient et la comprennent telle qu'elle est vraiment : celle d'un peuple dominé, opprimé, qui vit une existence d'enfer sous une puissance occupante démente, un peuple qui va contacter leurs élus au Congrès et mettra sur eux la pression pour qu'Israël applique totalement les accords qu'il a conclus il y a des années avec l'OLP (organisation de libération de la Palestine) tels qu'Oslo, Taba, Camp David, Wye River, la Feuille de route, ou même Annapolis. La triste réalité cependant, c'est que les Américains - pour autant qu'ils prennent fait et cause eux-mêmes en tant que « peuple libre » - ne sont pas mieux lotis que les Palestiniens. Au contraire, la situation états-unienne est pire que celle des Palestiniens. Les Palestiniens peuvent identifier l'ennemi - c'est celui avec un fusil qui abat leurs êtres chers. Ils se savent occupés et opprimés. Ils savent comment Israël a occupé la Palestine, tué ses habitants et obligé la majorité de ceux qui ont survécu au carnage à quitter leurs maisons et leurs terres pour aller vivre comme des étrangers dans des camps de réfugiés.

Mais les Américains n'en ont aucune idée. Tel un toxicomane qui croit se sentir en pleine forme après s'être shooté, l'Américain ne réalise pas qu'il est un esclave, de sa came et de son revendeur. L'histoire ne fait pas de mystère sur la façon dont l'Angleterre a été contrôlée par les sionistes. Grâce au contrôle juif sur le gouvernement britannique, celui-ci publia la Déclaration Balfour qui a « donné » la terre de Palestine aux juifs après la Deuxième Guerre mondiale, une terre qu'il ne possédait pas et dont il ne pouvait disposer.

Mais comment diable ont-ils pu occuper politiquement les Etats-Unis ? Il n'existe pas de véritable « Déclaration Balfour » que l'on pourrait présenter comme preuve.

Où le pouvons-nous ?

L'influence juive sur la politique américaine - même si elle existe depuis les premiers jours et certainement durant les administrations Wilson, Roosevelt et Truman - n'a pas eu le poids qu'elle a aujourd'hui jusqu'à l'ère Kennedy ou, plutôt, après l'ère Kennedy.

Comme nous le savons tous, en 1961 John Kennedy est devenu le 35<sup>e</sup> Président des Etats-Unis, une présidence qui fut interrompue par son assassinat à Dallas, le 22 novembre 1963. Robert Kennedy, le plus jeune frère du Président, était Attorney General (ministre de la Justice) des Etats-Unis et par conséquent, il dirigeait le Département de la Justice.

Ce que l'on sait moins, c'est que les Kennedy s'étaient très vite rendus compte que le pays avait en réalité une difficulté et qu'il fallait faire quelque chose. La difficulté en l'occurrence était l'influence qui s'insinuait dans la vie politique américaine depuis un Etat lointain qui existait seulement depuis environ 12 ans sous le nom d'Israël. Les deux frères Kennedy, qui ont appris la politique sur les genoux de leur père Joseph, ont compris la dynamique de

ce que l'on appelait « les intérêts juifs », comment ils se développeraient et quelles en seraient les répercussions pour l'Amérique.

De toutes les questions qui tournaient autour d'Israël et du sionisme, les deux plus importantes en tant que dépendantes de l'Etat juif étaient (A) le programme nucléaire d'Israël et (B), une organisation connue sous le nom de Conseil sioniste américain.

Selon le lauréat du Prix Pulitzer, Hersh Seymour, le Président Kennedy s'était profondément engagé pour la non prolifération du nucléaire et catégoriquement opposé aux armes nucléaires au Moyen-Orient, ce qui signifiait une opposition au programme nucléaire d'Israël. Hersh affirme que JFK a exercé des pressions fortes sur Israël pour l'arrêt de son programme et qu'il était ferme à ce propos. A l'époque, Kennedy se trouvait en pleine gestion de crise avec les Russes, essayant de conclure un traité de non prolifération avec eux et dès lors, le programme nucléaire d'Israël était particulièrement embarrassant. En plus d'être un embarras, ce programme ouvrait la possibilité d'un conflit nucléaire avec la Russie par les alliances de celle-ci au Moyen-Orient, de façon d'autant plus crédible à la suite de la crise des missiles de Cuba qui avait failli déclencher une guerre nucléaire entre les deux géants. John Kennedy faisait des cauchemars de la perspective de la prolifération nucléaire, « Je suis hanté par le sentiment que, à moins que nous ne réussissions, d'ici 1970, il pourrait y avoir dix puissances nucléaires au lieu de quatre, et d'ici 1975, quinze à vingt... Je vois la possibilité, pour le Président des Etats-Unis dans les années 70, d'être confronté à un monde où quinze ou vingt nations posséderaient ces armes. Je considère cela comme le plus grand danger possible. »

Des lettres secrètes et des rencontres secrètes entre Kennedy et Ben Gourion donnent une image claire de la difficulté à laquelle s'est trouvé confronté Kennedy lors des négociations avec le Premier ministre israélien, lequel avait déclaré maintes fois que rien ne pouvait sauver Israël si ce n'est la force nucléaire. Selon Michael Collins Piper, dans son livre, Le Jugement final, Ben Gourion a écrit à Kennedy en lui disant ceci : « Monsieur le Président, mon peuple a le droit d'exister, et cette existence est en danger. »

Pas besoin d'un traducteur qualifié pour comprendre ce que Ben Gourion voulait dire, à savoir que l'opposition de Kennedy aux armes nucléaires au Moyen-Orient était considérée comme une menace existentielle pour le peuple juif et son Etat nouvellement formé. Allant plus loin, Kennedy avait insisté pour des inspections du programme d'Israël, comme en témoigne une lettre secrète adressée au Premier ministre israélien d'alors, Levy Eshkol, disant que le soutien américain à Israël « pourrait être compromis » si les Américains n'étaient pas autorisés à inspecter les installations nucléaires israéliennes.

Comme si ce qui précède ne suffisait pas, il y eut un autre front dans cette guerre privée entre Kennedy et l'« Etat juif », tout aussi important par sa portée si nous comprenons quelles sortes de forces y étaient en jeu, qui a conduit à un changement de politique de l'Amérique à l'égard d'Israël. Il porte sur les questions de l'espionnage, de la corruption et du contrôle direct de personnalités politiques américaines par une puissance étrangère ; et au centre de tout cela, il y avait le Conseil sioniste américain et l'exigence de Kennedy pour enregistrer celui-ci comme agent de l'étranger dans les conditions prévues par la FARA, la loi sur l'enregistrement des agents étrangers, adoptée par le Congrès en 1938 pour empêcher les agents allemands aux Etats-Unis d'infiltrer le système gouvernemental américain et l'opinion publique. L'objectif de la FARA était « de s'assurer que l'opinion américaine et ses législateurs connaissent la source de la propagande/information qui visait à influencer l'opinion, la politique et les lois. »

En d'autres termes, les Kennedy avaient compris le danger du mouvement sioniste pour les Etats-Unis d'Amérique et le traitaient comme l'Allemagne l'avait été durant les années Hitler. Les Kennedy avaient compris la réalité de la situation telle qu'elle était à l'époque où ils gouvernaient, que le Conseil sioniste américain (CSA) était l'agent d'un gouvernement étranger, Israël, et qu'ils devaient l'empêcher d'acheter des politiciens américains et d'exercer toute sorte d'influence sur l'opinion publique, ce qui est, aujourd'hui, quasiment un fait accompli. Les négociations ont fait la navette entre le Département de la Justice dirigée par Robert, le frère du Président, et le Conseil sioniste américain. Le Conseil refusait d'être enregistré et le Département de la Justice essayait de faire pression sur lui, allant un moment jusqu'à lui donner 72 heures pour s'enregistrer, mais en vain. L'examen de documents récemment déclassifiés contenant les comptes rendus de ces réunions entre le DJ et le CSA nous montre qu'on y a utilisé un langage de gangster. Dans l'un de ces documents, daté du 2 mai 1963, le responsable du service juridique du CSA, Simon H. Rifkind, explique aux représentants du Département de la Justice quelle est la nature du CSA, disant, « Le Conseil est composé de représentants des différentes organisations sionistes aux Etats-Unis » et de ce fait, il représente au fond « la grande majorité des juifs organisés dans ce pays. » Le message était clair : au regard de ces organisations, le Conseil est grand et puissant. Le juge Rifkind cherchait évidemment à s'assurer que les Kennedy savaient qu'ils cherchaient la bagarre avec un gorille, et non avec une quelconque petite souris.

Il ne s'en tint pas là, allant jusqu'à déclarer que le grand nombre de juifs qui avaient adhéré aux principes du sionisme ne comprendraient pas comment « notre Administration » pourrait « faire tant de mal au mouvement sioniste et compromettre l'efficacité du Conseil par son insistance pour son enregistrement. »

Ici, le juge Rifkind a veillé à utiliser l'expression « notre Administration » et non « notre gouvernement » pour faire remarquer précisément qu'il s'adressait à Kennedy en personne, que c'était les juifs qui pouvaient lui obtenir d'être élu et que s'il continuait dans son agenda, il entrerait en fait en guerre avec la communauté juive organisée.

Une autre réunion très importante qu'il est intéressant de noter s'est tenue le 17 octobre 1963 entre le Département de la Justice et le Conseil sioniste américain. Lors de cette rencontre, le juge Rifkind a exigé le non enregistrement, invoquant le fait que « l'opinion de la plupart des personnes affiliées au Conseil était qu'un tel enregistrement... finirait par anéantir le mouvement sioniste », ajoutant qu'il ne croyait pas que ses clients puissent faire « la moindre demande de document ou signer le moindre papier qui porteraient l'indication que

l'organisation était l'agent d'un mandant étranger ». Autrement dit, « Allez vous faire voir, les Américains, vous et vos lois, nous ferons ce que nous voulons », et il s'agissait tout autant d'une menace à l'Administration, indiquant qui, en réalité, gouvernait le pays, non pas les frères Kennedy mais les personnes « affiliées » au CSA. Une fois traduite de son langage de gangster en langage politique compréhensible, cette déclaration était effectivement un avertissement, une menace directe, à l'Administration que la guerre était commencée. Il fallait en tenir compte ou non, les Kennedy ont compris cela comme une véritable menace mais néanmoins, l'Administration décida de maintenir sa position.

Le 22 novembre 1963, le Président John Kennedy était assassiné à Dallas. Comme le CSA en était à son crépuscule, l'AIPAC arriva au galop, créé et dirigé par les mêmes personnes qui avaient fondé et géré le CSA, avec le même objectif. Cette fois pourtant, le message fut clair pour tous sur la Colline du Capitole, clair à entendre et à comprendre : « Ne vous mettez pas sur notre chemin pour nous empêcher d'influencer l'opinion publique, la politique et les lois. »

Manifestement, le message a été efficace pour tous les dirigeants états-uniens, sauf quelques-uns comme James Traficant qui a agi selon les instructions. Selon l'ancien membre du Congrès, Israël reçoit 15 milliards de dollars d'aides, sur l'argent des contribuables états-uniens, sans le moindre débat ou une simple discussion au niveau de la Chambre des Représentants ou du Sénat. Pourquoi ? Parce que personne n'ose poser de questions. Pourquoi la plupart de nos hommes politiques vont-ils faire un pèlerinage à Tel-Aviv et sur le « Mur des lamentations » à Jérusalem pour avoir la bénédiction d'Israël avant même d'être acceptés par leur propre parti politique, ici, aux Etats-Unis ? Pourquoi notre Congrès est-il toujours partagé sur toutes les autres questions qu'il a à débattre, sauf quand il s'agit d'Israël ? Nous nous souvenons tous du commentaire de l'ancien Premier ministre israélien, Ariel Sharon, à son ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres, en octobre 2001 : « Ne t'inquiète pas à propos de la pression américaine, nous le peuple juif, nous contrôlons l'Amérique. » Quand ceux qui veulent voir font le constat de cette situation, ils sont traités d'antisémites, bien que ce qu'ils disent ne soit que la vérité.

Le « contrôle » dont Sharon parlait existait depuis longtemps déjà. Pensez à ce que le défunt sénateur Fulbright (qui présidait la Commission des relations étrangères du Sénat et qui a tenu des audiences en 1963 à propos du Conseil sioniste américain pour qu'il soit enregistré comme agent étranger), ce sénateur Fulbright a déclaré sur la chaîne de télévision CBS, à l'émission Face à la Nation, « Je me rends compte à quel point il est presque impossible dans ce pays de conduire une politique étrangère qui ne soit pas approuvée par les juifs... Un contrôle épouvantable que les juifs possèdent sur les médias d'informations et le barrage qu'ils ont construit au Congrès... L'influence juive ici domine totalement la scène et fait qu'il est presque impossible d'obtenir du Congrès quelque chose qu'ils n'approuvent pas. » Ces mots n'ont pas été prononcés par un chercheur ou un journaliste, mais par un héros américain courageux qui a vraiment vécu et expérimenté l'influence juive sur notre système politique et nos médias.

Cette occupation politique israélienne des Etats-Unis ne devrait pas se poursuivre sans être remise en cause, et la communauté juive américaine devrait comprendre que les secrets ne peuvent être cachés au peuple indéfiniment. Il faut au moins une révolution pour corriger cette situation. Cette action correctrice doit être décidée dans les urnes, en élisant des gens qui ne craignent pas de défier l'AIPAC et consorts et de faire une politique étrangère américaine, vraiment américaine, et non israélienne.

Comme première étape dans ce processus, gardons les mots de notre cher Président martyr, John F. Kennedy, à l'esprit : « Ceux qui rendent la révolution pacifique impossible rendent la révolution violente inévitable. »

Hesham Tillawi

mardi 15 septembre 2009 -

Hesham Tillawi, docteur en relations internationales, est journaliste palestino-américain, analyste politique et animateur radio et télé. Il a rédigé cet article pour PalestineChronicle.com.

Voir le site : <http://www.currentissues.tv>

Il peut être contacté à l'adresse : [tillawi@currentissues.tv](mailto:tillawi@currentissues.tv).

NDT : S'agissant d'une dénonciation de la politique sioniste, d'Israël, du Conseil sioniste américain puis de l'AIPAC, il est clair que le terme « juifs » est utilisé dans l'article pour « sionistes ».

Sur le même sujet :

14 septembre 2009 - Source : [Palestine Chronicle](#) et [Current Issues TV](#)- traduction : JPP

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=7296](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7296)

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19